



Polémique après les propos de Jean-Michel Blanquer sur « l'islamo-gauchisme » à l'université

Le ministre de l'éducation nationale a dénoncé les « ravages » de cette idéologie et ciblé directement l'organisation étudiante UNEF. Les présidents d'université y ont vu une attaque en règle de la part d'un membre du gouvernement qui, de surcroît, n'est pas leur ministre de tutelle. Ces derniers jours, dans les médias et au Sénat, le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer a qualifié les universités de lieux où sévirait « l'islamo-gauchisme »

« Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages », a déclaré le ministre sur Europe 1, jeudi 22 octobre. « Il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'UNEF [Union nationale des étudiants de France] cède à ce type de chose, il fait des ravages quand dans les rangs de La France insoumise, vous avez des gens qui sont de ce courant-là et s'affichent comme tels. Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire », a-t-il enchaîné.

La Conférence des présidents d'université (CPU) a fait part de son « émotion » dans un communiqué, vendredi, alors que la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, ne s'est pour l'heure pas exprimée. « Non, les universités ne sont pas des lieux où se construirait une "idéologie" qui mène au pire. Non, les universités ne sont pas des lieux d'expression ou d'encouragement du fanatisme. Non, les universités ne sauraient être tenues pour complices du terrorisme », martèle l'instance présidée par Gilles Roussel, par ailleurs président de l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée.

« Éviter amalgames et raccourcis »

Les universités sont « des espaces d'élaboration et de transmission du savoir » « des institutions de démocratisation de la connaissance scientifique, indispensable dans la cité, à l'heure des désordres de l'information et du succès du complotisme, terreaux des extrémismes », répond aussi la CPU. Quant à la recherche universitaire, elle n'est « pas responsable des maux de la société, elle les analyse », poursuit-elle, invitant « à éviter amalgames et raccourcis inutiles »

Directement incriminé par Jean-Michel Blanquer, le syndicat étudiant UNEF a estimé ces accusations « inacceptables, insensées, indignes d'un ministre de l'éducation

nationale » « Sous-entendre que l'UNEF, par ses actions, répandrait une idéologie tenant de l'islam radical ou compatissante avec lui quand chacun·e sait que nous ne

promouvons aucune religion », serait une preuve d' « ignorance », appuie le syndicat, dont la présidente avait été critiquée pour s'être présentée voilée lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 17 septembre, causant le départ de plusieurs députés de droite et de la majorité.

A son tour, le syndicat d'enseignants Snesup-FSU a condamné les propos jugés « irresponsables » de Jean-Michel Blanquer, et dénoncé « l'extrême violence de ces sous-entendus ». Il regrette « une intention polémique qui n'est pas de mise alors que nous devons toutes et tous faire preuve de discernement et de sang-froid et nous rassembler pour défendre les valeurs et les institutions de la République »

Seule l'UNI, organisation des étudiants de droite, a apporté son soutien au ministre. « Il existe une complicité intellectuelle du terrorisme de la part de la gauche universitaire », affirme son président Olivier Vial. Et d'interpeller le gouvernement sur Twitter : « Maintenant qu'on est d'accord sur l'islamo-gauchisme de l'UNEF et sa haine de tout ce qui fait la France, on peut parler des centaines de milliers d'euros de subventions publiques que l'UNEF touche depuis des dizaines d'années ? »

Soazig Le Nevé